

Le Burundi demande l'aide du FMI

@rib News, 01/10/2022 - Source AFP Le Burundi, dont les réserves de change ont diminué sous l'effet de la pression inflationniste et des conséquences de la guerre en Ukraine, a demandé officiellement l'aide du Fonds monétaire international (FMI), a annoncé samedi l'institution dans un communiqué. La demande fait suite à une visite sur place d'une équipe du FMI, qui a fait le point sur la situation macro-économique du pays et s'est entretenu avec les autorités burundaises. Le montant de l'aide sollicitée n'a pas été précisé.

Le Burundi fait face à une balance commerciale fortement déficitaire -du fait de l'inflation sur les produits pétroliers et l'alimentation- qui a provoqué un affaiblissement de ses réserves de change, qui ne représentent plus que 1,6 mois d'importations. Une situation appelée à empirer "en l'absence d'investissements directs étrangers ou autres apports extérieurs", a estimé Mame Astou Diouf, cheffe de la mission du FMI au Burundi. Par ailleurs, la suspension d'une taxe sur les produits pétroliers et les efforts budgétaires réalisés afin de soutenir l'importation d'engrais et de graines a contribué à peser sur le déficit public de l'Etat, qui s'est cependant amélioré par rapport à 2021. Le FMI a malgré tout l'économie burundaise "résiliente" et en train de se remettre du choc provoqué par la pandémie de Covid-19, s'attendant à "une croissance positive du PIB réel en 2022 et au-delà". L'institution appelle néanmoins les autorités à renforcer la lutte contre l'inflation, proche des 20% sur un an fin août, tout en visant un rééquilibrage des finances publiques et "une mise en œuvre accélérée de réformes visant à atténuer les obstacles à la croissance inclusive". Le Burundi a été confronté à des tensions politiques début septembre, le président Evariste Ndayishimiye annonçant des velléités de "coup d'Etat" nommant son ancien ministre de l'Intérieur, Gervais Ndirakobuca, Premier ministre le 7 septembre. Le pays bénéficie de nouveau depuis début 2022 de l'aide économique de l'Union européenne (UE), qui avait été suspendue à partir de 2020 pour sanctionner les violences provoquées par une crise politique précoce, même si l'aide directe à la population avait été maintenue. Les Etats-Unis ont eux-mêmes levé leurs sanctions, pour les mêmes raisons, en novembre 2021.